

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°7 – Octobre 2004

Comité de Soutien au Peuple Palestinien : MNE 23, rue Gosselet - 59000 LILLE
<http://www.nord-palestine.org/> Correspondant bulletin JP Catteau : jpc@nord-palestine.org

De Deir Yassin à Gaza

C'est le 09 avril 1948 que le village de Deir-Yassin, à l'ouest de Jérusalem, a cessé d'exister. Sur ses trois cents habitants, deux cent cinquante deux ont été massacrés de sang froid. Les bourreaux ont organisé un défilé de la victoire à Jérusalem et y ont exhibé les survivants ensanglantés.

Deir-Yassin, visage emblématique de la souffrance palestinienne à travers l'expulsion de 1948, fut aussi l'un des piliers de la stratégie sioniste. Très tôt, les organisations sionistes d'abord, l'État d'Israël ensuite, ont parfaitement maîtrisé l'art de la communication et la manipulation de l'opinion. En parfaits planificateurs, ils se sont ingénies et ont réussi, des décennies durant, à faire cohabiter le principe : *"la fin justifiant les moyens"* avec la construction de l'image d'un *État civilisé incapable de faire mal aux autres, sauf pour se défendre !*

Le 29 octobre 1956, jour ordinaire, rythmé par les ordonnances du gouvernement militaire et la marche des gardes frontières, pour les habitants de Kafr Kasem, village au centre de la Palestine. Ce jour là, quarante neuf palestiniens, âgés de huit à quatre-vingt dix ans, tous citoyens d'Israël, ignoraient que le commandant militaire de l'honorable armée de défense d'Israël, avait pris la décision de mettre fin à leur existence.

Lamerkhav, journal israélien de l'époque, avait accusé le pouvoir, les dirigeants religieux et à quelques exceptions près, les intellectuels israéliens et la presse de complicité dans le massacre et surtout de silence et de désinformations. L'assassin devenait le *condamné*, le massacre devenait l'*événement*, l'*affaire* ou la *catastrophe*, qui, encore un peu, passerait pour une *catastrophe naturelle* !

On pouvait y lire : « Aucun professeur ou assistant, sauf quelques "fous", ne s'est levé pour crier "assassins"...; ceux qui font des sermons pour que "triomphe la sagesse d'Israël", ... tous ceux-là, se sont réfugiés dans le silence et l'indifférence ». Le rédacteur ajoute : « L'Union des Écrivains qui avait l'habitude de "s'adresser à la conscience du monde civilisé", ne dit rien, n'a rien dit et ne dira rien... » « Et que dire de tous ces partis participant au pouvoir, tout en brandissant les slogans de paix, de justice et de fraternité des peuples ?... ». « Et nous-mêmes,... pourquoi sommes-nous restés muets ? » Ce massacre a été perpétré avec un sang froid exemplaire.

Le monde aurait dû comprendre que Deir Yassin et Kafr Kassem n'allaient pas être les derniers massacres en Palestine.

Kafr Kassem exprime fort bien qu'Israël, institutions et société, était déjà devenu, huit ans à peine après sa création, et prédisait ce qu'Israël est, aujourd'hui : une impitoyable machine de *destruction du Palestinien*. Pire encore, et c'est bien là que réside l'un des nombreux succès du fait israélien, le massacre de 49 Palestiniens, en 1956, suscitait bien plus de remous et d'indignation que tous ces massacres exécutés de nos jours, régulièrement, à Khan Younes, Gaza, Naplouse ou Jénine.

Aujourd'hui, la communauté internationale se sent-elle responsable des actes de barbarie qu'Israël fait subir à la terre palestinienne et ses habitants, depuis soixante ans ?

Nabil El Haggar, palestinien et co-président de l'AFPS 59.62

ACTUALITÉ :

Au 28 septembre 2004, 4345 morts dont 3326 Palestiniens (civils et activistes) et 948 Israéliens (civils et militaires) - Sources : Le Monde/AFP/BTsemem

Dernière minute (Le Monde du 5 octobre) ISRAËL poursuit son opération et accuse l'ONU 12 Palestiniens et un Israélien tués hier. Tsahal estime que son opération militaire pourrait durer "plusieurs semaines". Les pays arabes souhaitent que le Conseil de sécurité adopte une résolution exigeant l'arrêt de l'offensive. Objections US. Israël accuse l'agence de l'ONU d'aide aux réfugiés palestiniens d'être impliquée "dans des activités terroristes".

Faire tomber le Mur d'apartheid et d'annexion israélien : une responsabilité collective.

La semaine du 9 au 16 novembre, un moyen d'agir concrètement

Conçu depuis très longtemps par les Travaillistes, déjà réalisé autour de la Bande de Gaza, le projet de mur/s israélien/s en territoire palestinien est mis en place en Cisjordanie par le gouvernement Sharon depuis juin 2002.

Il est érigé déjà sur près de 200 des quelque 700 kilomètres prévus, du nord de Jénine à Ramallah. Une autre portion tend à enclaver Bethléem plus au sud, à l'isoler de ses villages. Murs de barbelés supposés infranchissables ou énorme clôture de murs de béton de 8 mètres de haut, le Mur s'enfonce très profondément en Cisjordanie, bien loin de la Ligne Verte, la ligne de démarcation issue de la guerre de 1967.

L'avis de la Cour Internationale de Justice à La Haye en juillet 2004 a dit clairement que ce Mur est illégal, que sa construction doit être arrêtée et les tronçons érigés démantelés. La Cour a aussi dit l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine, ce qu'a validé un vote de l'Assemblée Générale des Nations unies, dont l'Union européenne unanime.

A la demande de la Cour Suprême israélienne qui pour la première fois a intégré le droit international dans ses décisions, quelques changements mineurs de tracé ont été acceptés pendant l'été par les autorités civiles et militaires israéliennes.

Pourtant après ces quelques hoquets dus à la pression internationale, la construction se poursuit et s'intensifie et c'est maintenant Jérusalem Est qui est directement menacée.

Au nord de Jérusalem, le quartier palestinien d'al Ram (60 000 habitants) est coupé en deux, les enfants n'accèdent plus à leurs écoles de l'autre côté de ce qui était la rue principale. Au cours d'une manifestation, violemment réprimée par les soldats israéliens le 13 septembre, les jeunes palestiniens criaient « laissez nous étudier ».

Au sud-est c'est Abu Dis dont la population est éclatée, séparée par les plaques sinistres qui isolent les étudiants de l'université, les malades de l'hôpital et des soins, les familles de leurs proches. Là le Mur veut comme à Silwan un peu plus à l'ouest, isoler Jérusalem du reste de la

Cisjordanie, pour rendre impossible toute perspective d'en faire la capitale de l'Etat palestinien.

C'est maintenant au sud de Ramallah que 8 mètres de béton séparent la ville de son quartier périphérique, imposant aux écoliers ou aux ambulances de longs détours par le check point de Kalandia où ils se trouvent souvent interdits de passage.

Dans les villages frappés de plein fouet par l'érection du Mur :milliers d'hectares arasés, d'arbres déracinés, centaines de maisons ou marchés détruits au bulldozer, dizaines de puits ou sources confisqués, la protestation est permanente.

Accompagnés par des Israéliens qui refusent la politique d'occupation coloniale de leur gouvernement et par des Internationaux qui tentent de protéger par leur présence la population civile palestinienne, les Palestiniens organisent des manifestations partout en Cisjordanie occupée. L'armée israélienne essaie en général de les disperser avec la violence meurtrière que l'impunité lui permet : balles réelles ou en caoutchouc, gaz lacrymogènes ou incapacitants ont fait de nombreux morts palestiniens et les blessés ne se comptent plus.

A Ram, Budrus, Jayyouz, Khader ou Sikka, les Palestiniens disent NON à l'occupation, à l'expropriation, à la spoliation de la terre et de l'eau, à la déportation déguisée qui se profile.

En parallèle à l'action politique internationale engagée par l'autorité palestinienne, la société civile, les ONGs palestiniennes regroupées dans la Coalition « STOP THE WALL » ou le PENGON (réseau d'ONGs environnementales) organisent la résistance.

C'est à leur demande qu'une semaine internationale d'action contre le Mur est prévue à partir du 9 novembre 2004, anniversaire symbolique de la chute d'un autre mur qu'on avait cru inébranlable.

Ce sont les Palestiniens qui nous demandent avec insistance d'organiser partout des actions solidaires visibles, médiatiques, pour accompagner la pression politique sur nos représentants à tous les niveaux, en France, en Europe et ailleurs. **Nous devons exiger de nos gouvernants qu'ils prennent des sanctions contre Israël.**

« Sharon veut le transfert volontaire des Palestiniens »

Leïla Shahid

Entretien avec la représentante en France de l'Autorité palestinienne
réalisé par Pierre Barbancey Source : Liste Assawra



Quelle est la situation dans les territoires palestiniens après quatre ans d'Intifada ?

Il faut lire ces quatre années d'Intifada dans leur globalité, en remettant l'Intifada dans son contexte de libération nationale, sans perdre la lecture historique. Il faut d'abord faire le bilan humain. Ce bilan est catastrophique. Il y a 4 344 morts, dont 930 Israéliens, 45 000 blessés dont au moins 10 % sont handicapés à vie. Deux tiers de la population palestinienne vivent sous le seuil de la pauvreté, c'est-à-dire avec moins de deux dollars par jour. Le chômage avoisine les 70 % dans certaines régions, comme Gaza, le nord de la Cisjordanie et Hébron. Ce sont évidemment les régions les plus assiégées par l'armée israélienne parce que ce sont les régions qui résistent le plus, les plus militantes. Il y a 7 500 prisonniers dont 430 mineurs (de 6 à 15 ans), détenus dans des prisons avec des droits communs israéliens. Ils subissent la violence de ces prisonniers, sont abusés sexuellement. 110 femmes sont emprisonnées. Ils n'ont pas accès aux droits les plus élémentaires. Les arrestations se font selon les lois d'urgence datant de l'époque du mandat britannique et qu'on appelle « détention administrative » et qui n'ont d'administratif que le nom. Ils sont enfermés sans être accusés de quoi que ce soit. Ils sont souvent raflés la nuit, peuvent être détenus pendant six mois, ces six mois peuvent être reconduits pendant dix ans, sans leur fournir un avocat, sans même donner un acte d'accusation. Les Israéliens fabriquent des lois qui leur permettent de se présenter comme une démocratie mais, en réalité, les droits les plus élémentaires sont niés.

L'économie est totalement détruite. Les estimations parlent de plusieurs milliards d'euros

Certains disent que c'est le résultat de l'Intifada ? Quel est le bilan politique de quatre années d'Intifada ?

C'est une contrevérité totale. L'Intifada n'est pas un processus indépendant d'une réalité sociologique,

de perte. À quoi il faut ajouter les destructions de toutes les infrastructures, de tous les moyens que la communauté internationale avait mis au service des Palestiniens, pour leur permettre, dans un environnement sain, de créer eux-mêmes des échanges économiques. C'est le cas par exemple de l'aéroport de Gaza qui était le seul point de communication internationale que les Palestiniens avaient, qui permettait l'exportation directe des marchandises palestiniennes sans passer par les Israéliens. Il y avait également un projet de port, les investissements existaient, où la France était impliquée de façon majeure avec les Pays-Bas et la Banque d'investissement européenne. Le site de ce port a été détruit par l'armée israélienne et les partenaires sont partis. Les routes qui devaient relier Gaza et la Cisjordanie n'ont pas été construites. Il y a un bouclage total du territoire. Il n'y a plus de circulation entre les villes, les camps. Ce qui signifie qu'il y a un effritement de l'espace national. Jamais la Palestine et le peuple palestinien n'avaient été dans une situation aussi tragique. Cela au vu et au su du monde entier et après onze ans d'un processus de paix qui devait créer un État palestinien. On ne peut pas dire avec plus de force la tragédie que constitue cette régression qui est entièrement l'oeuvre de quatre années de pouvoir d'Ariel Sharon et sûrement aussi de certaines erreurs de l'Autorité palestinienne, de la lâcheté d'une communauté internationale qui a prétendu qu'elle allait accompagner le processus d'Oslo. Mais après l'assassinat d'Ytzhak Rabin, elle a abandonné ce processus et n'a pas joué le rôle de protecteur ni même n'a forcé Israël à respecter les conventions de Genève, à respecter la population palestinienne et son environnement physique.

politique, économique, anthropologique, d'une société palestinienne et d'une société israélienne

qui s'affrontent. Elles sont toutes deux tributaires d'un contexte régional, lui-même tributaire d'un contexte international. Mais il faut effectivement faire le bilan politique. Sharon est au pouvoir depuis trois ans et demi (février 2001) et Bush depuis quatre ans (en réalité en janvier 2001). L'alliance Bush-Sharon a été désastreuse, non seulement pour la paix israélo-palestinienne mais pour la paix dans la région, voire dans le monde. Bush et Sharon se sont retrouvés dans une vision identique d'un monde d'après la guerre froide où on nous avait promis de nouvelles règles du jeu international, qui excluait l'affrontement militaire, qui parlait de mondialisation de rapports économiques, politiques, de coopération environnementale. Mais après le 11 Septembre 2001, l'alliance Bush-Sharon nous a entraînés dans une direction totalement opposée. C'est un retour à l'affrontement militaire et, pire, à la guerre préventive. C'est une vision d'un axe du Bien et un axe du Mal qui se confrontent. Évidemment Israël

est dans l'axe du Bien, la Palestine et tous les Arabes sont dans l'axe du Mal. Bush pense qu'en s'appuyant sur les événements terribles du 11 Septembre, il peut mener une guerre d'hégémonie pour l'instauration d'un nouvel empire américain dont l'alibi serait la guerre antiterroriste. C'est ainsi qu'ils ont permis à Sharon d'identifier la résistance palestinienne à l'occupation militaire israélienne à une forme de terrorisme. Or il y a une logique de l'occupation. Il est donc historiquement inexact de comparer les formes d'action qui existent en Palestine (dont certaines sont condamnables) avec celles des réseaux al Qaeda qui n'ont rien à voir avec la résistance palestinienne. Mais Sharon a dit : « Mon Ben Laden, c'est Arafat. » Si Sharon a pu diaboliser Arafat, c'est parce que Bush était d'accord. Mais aussi parce que le reste du monde a laissé écarter un homme élu par les Palestiniens. Et aujourd'hui, avec l'occupation, on renie aux Palestiniens le droit de choisir leurs propres représentants. C'est très grave.

Sharon n'est-il pas en train d'arriver à ses fins ?

Sharon est le dirigeant le plus dangereux qu'Israël ait jamais connu. Il dit ce qu'il va faire et il fait ce qu'il dit. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, il a déclaré au journal israélien Haaretz que la guerre de 1948 n'était pas terminée. Cela veut dire qu'il est en guerre contre tout le peuple palestinien. Une guerre unilatérale puisqu'il n'y a pas d'armée face à lui. Pendant ces quatre années, le monde a considéré que les actions de l'armée israélienne n'étaient que la réaction face aux kamikazes qui tuent les civils israéliens. Les gens ont oublié qu'il s'agit avant tout d'une occupation militaire et d'une résistance légitime contre cette occupation (même si nous condamnons certains actes).

Sharon a voté contre les accords d'Oslo, contre la paix avec la Jordanie et même contre les accords de paix avec l'Égypte. Étant contre tout ça, il s'est attelé depuis qu'il est arrivé au pouvoir à détruire ce qui s'était fait. C'est une double stratégie.

Cette politique a des conséquences politiques au sein du mouvement palestinien ?

Bien sûr. C'est une politique voulue du chaos. Sur le plan de l'affrontement malgré quelques incidents les choses sont revenues à un juste milieu. La société civile palestinienne est très attentive à éviter la guerre civile, car elle pourrait nous faire perdre les acquis du mouvement national. C'est pourquoi la communauté internationale doit assumer ses responsabilités pour protéger le peuple

D'abord, la destruction des institutions nationales palestiniennes et avant tout la présidence palestinienne. Le retour d'Arafat en 1994 c'était la territorialisation du combat des Palestiniens sur le sol de leur patrie et la constitution sur ce sol des prémices d'un État, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et Jérusalem-Est comme capitale. C'est ça la signification d'Oslo. Voilà pourquoi Sharon veut détruire la symbolique de la présence d'Arafat. C'est aussi pour ça qu'il veut détruire la continuité de l'espace géographique de la Cisjordanie avec la construction du mur et en arrachant à Bush le 14 avril 2004 l'annexion des grandes colonies comme Ariel, Maale Adumim et Gush Etzion. Il ne resterait donc que des bantoustans qui ne sont pas viables. Dans la tête de Sharon cette situation doit pousser la population à partir. C'est ce qu'il appelle le transfert volontaire.

palestinien et permettre la tenue d'élections qui devraient démarrer le 9 décembre. Ce qui permettrait une dynamique de reconstruction de la démocratie. C'est un pari courageux de l'Autorité palestinienne. Mais il faudra l'aide de tous les amis de la Palestine, sur le plan populaire, politique, syndical et gouvernemental pour que ce pari réussisse.

Gaza : Kofi Annan demande à Israël de mettre fin à "Jours de pénitence"

LEMONDE.FR | 03.10.04 • MIS A JOUR LE 04.10.04 | 12h21

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a annoncé, dimanche, une amplification de l'opération militaire "Jours de pénitence" en cours dans le nord de la bande de Gaza, et qui a déjà coûté la vie à 75 Palestiniens. Deux responsables de la branche armée du mouvement radical palestinien Hamas ont été grièvement blessés lors d'une attaque d'hélicoptère israélienne dans la nuit de dimanche à lundi.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a demandé à Israël, dimanche 3 octobre, de mettre fin à son opération militaire dans la bande de Gaza, au cours de laquelle 75 Palestiniens ont été tués en six jours...

NOUVELLES de l'ONU : L'UNRWA NE CROIT PAS QU'ISRAËL PUISSE CONFONDRE UN BRANCARD ET UNE ROQUETTE Après qu'Israël a diffusé des images d'une ambulance au sigle de l'UNRWA en affirmant que l'on pouvait observer qu'une roquette était transportée à bord, le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens dénonce une propagande israélienne, malveillante, faisant courir encore plus de risques au personnel humanitaire et demande des excuses. « Compte tenu des moyens techniques et de l'expertise militaire dont disposent les Forces de défense israéliennes (FDI) pour agrandir et analyser les images prises par le drone, il est inconcevable que les FDI aient affirmé quelque chose d'aussi monumentalement erroné de bonne foi », déclare Peter Hansen, le Commissaire général de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom. L'UNRWA indique que sa propre analyse des images diffusées montre que l'objet transporté est un brancard et non une roquette. Peter Hansen réclame, dans ce même courrier, une rétractation immédiate et des excuses de la part du Gouvernement d'Israël, indique un communiqué de l'UNRWA rendu public aujourd'hui.

AGENDA :

Samedi 23 octobre 2004 à partir de 17h 39 rue Philomène **Bruxelles**

Soirée de lancement de la campagne: «Un Ramadan en Palestine»

Rupture du jeûne, bilan de l'action citoyenne, projection vidéo,
pièce de théâtre, témoignage de Palestine, expositions, projets.

Semaine internationale d'action contre le Mur à partir du 9 novembre 2004

anniversaire symbolique de la chute d'un autre mur qu'on avait cru inébranlable.

Cette semaine contre le Mur doit mobiliser nos énergies, il faut en faire notre priorité d'action, organiser partout des rencontres, rassemblements, expositions etc., en faire un grand moment d'action et de solidarité citoyenne.

Le samedi 13 sera une journée centrale de cette mobilisation, avec des manifestations, à Paris et dans toutes les villes et villages possibles.

4 ans après le début du soulèvement palestinien contre l'occupation, les balles israéliennes massacrent les Palestiniens tous les jours, mais n'oublions pas qu'en Palestine le Mur aussi tue, il hypothèque toute perspective de paix dans la région, il tue l'avenir en plus du présent.

Ensemble, nous devons l'abattre.

Le bulletin de novembre vous donnera toutes infos sur les activités dans le Nord – Pas-de-Calais mais retenez déjà :

à Lille : Mercredi 10 novembre 18h00 Rassemblement contre le mur Place des Buisses Près de la gare

STANDS :

Nous sommes de plus en plus sollicités pour tenir des stands, tant mieux pour l'association ! Malheureusement nous manquons de personnes pour les animer.

Nous aimerions pouvoir disposer d'un fichier d'adhérents volontaires qui occasionnellement puissent participer à la tenue des ces stands.

Si vous avez quelques heures disponibles, même ponctuellement, pensez à vous inscrire par email à vzgorski@nordnet.fr

Prochains stands : Dimanche **10 octobre** aux Bois Blancs (Lille) et à Chéreng

Samedi **16** et dimanche **17 octobre** en Mairie de Lille ("Bd des associations")

QUELQUES IDÉES DE LECTURES

Chronique d'une terre aliénée (Danièle Ouanès)

Son 2^{ème} recueil de poésies sur la Palestine (juin 2004) fait suite à la *Chronique de Ramallah*, publié dans la **Collection Poètes des cinq continents** - Édition L'Harmattan, 11 €

"Dans ce monde où l'intox médiatique est souveraine, le poète a la mission de se lever et de parler, de parler avec d'autres mots, des mots lourds de leur poids d'humanité. Il entre parfois par la porte de la futilité, mais va au fond des choses : par-delà la logique, sa flèche s'enfoncé profondément dans le cœur de son lecteur que la poésie a dépouillé de sa cuirasse." (Danièle Ouanès)

Azmi Bishara - **CHECKPOINT**

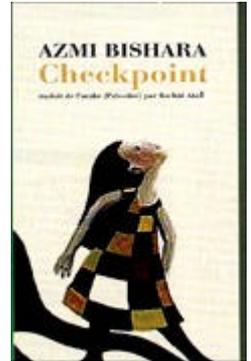
Récit traduit de l'arabe (Palestine) par Rachid Akel - Éditions Actes Sud 20€

Checkpoint raconte un pays, la Palestine, désarticulé par les colonies de peuplement et les routes de contournement et, à présent, par le "mur de séparation". Un étrange pays qui ne ressemble à aucun autre, un archipel, où le seul point de repère incontestable est le barrage militaire, le checkpoint, qui précisément abolit l'espace et le temps. L'immobilité et l'attente aiguisent la mémoire qui, à l'image du lieu où elle est enracinée, vient restituer par bribes des saynètes fragmentées.

Alternant épisodes de la vie quotidienne et portraits, souvenirs de jeunesse et récits absurdes, dialogues et méditations, Azmi Bishara dénonce avec un humour décapant le sort réservé aux Palestiniens par les "Maîtres du checkpoint". Mais il égratigne aussi son propre camp, avec ses politiciens opportunistes, ses idéologues obtus et tous les autres profiteurs de "l'industrie de la Cause".

Le récit commence et se termine par une tendre évocation de la fille du narrateur, Wajd, mot désignant l'une des sept "stations" de l'amour chez les mystiques musulmans. C'est la douleur d'être séparé de l'aimé même en sa présence, la douleur du désir, toujours insatisfait, de s'unir à lui.

Né en 1956 à Nazareth, Azmi Bishara a obtenu un doctorat en philosophie à l'université Humboldt de Berlin avant d'enseigner à l'université de Bir Zeit de Ramallah. Fondateur du Rassemblement national démocratique, un parti laïque de gauche, il est depuis 1996 député à la Knesset. Il a publié une dizaine d'ouvrages écrits en arabe et en hébreu. Checkpoint est sa première œuvre littéraire.



Correspondante à Ramallah - Amira Hass

Éditions La Fabrique 128 pages - 13 euros

Amira Hass, fille de rescapés des camps nazis, est la seule journaliste israélienne qui rende compte de ce qui se passe dans les territoires occupés en s'y immergeant totalement. Des cinq ans qu'elle a passés à Gaza, elle a tiré un premier livre, "Boire la mer à Gaza". Elle réside depuis 1997 à Ramallah, et le présent ouvrage est un recueil des articles qu'elle envoie régulièrement au grand quotidien israélien Haaretz.

La force du travail d'Amira Hass tient à ce qu'elle ne théorise jamais a priori : elle raconte, d'une façon inimitable, ce qu'elle voit tous les jours dans la rue, chez ses voisins, dans les queues, sur les routes, aux barrages. Ce peut être dérangent, pour un camp comme pour l'autre, mais Amira n'en a cure. Elle montre comment le gouvernement israélien mesure ses succès au nombre de maisons démolies, au nombre de morts palestiniens, et comment beaucoup de Palestiniens ne voient la victoire que par la peur qu'ils peuvent inspirer : " le jeu est de savoir qui a plus peur et qui a moins peur de mourir ".

"Amira Hass parle au nom de la justice. En décrivant les souffrances d'un peuple poussé au désespoir, elle défend les véritables intérêts d'Israël." (Susan Sontag)

Amira Hass est l'auteur de *Boire la mer à Gaza* (La Fabrique, 2001), salué par toute la presse française. Elle a reçu en 1999 le World Press Freedom Award, et en 2003 le United Nations Guillermo World Press Freedom Award " pour les qualités professionnelles, l'indépendance et le courage personnel dont elle fait preuve depuis dix ans ".

Amira Hass est journaliste et l'une des voix les plus tranchantes en Israël. Elle est de ceux qui refusent de voir dans les accords d'Oslo le nec plus ultra du pacifisme et de la volonté de dialogue, identifiant au contraire dans les présupposés et les omissions qui sont au centre de ces accords un réseau de difficultés programmant par avance l'échec de leur application.

LETTRE OUVERTE DE L'AFPS AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Paris, vendredi 1 octobre 2004 à 17 heures 30

Monsieur le Président de la République,

En raison de l'extrême gravité de la situation actuelle en Palestine, créée par la nouvelle offensive militaire israélienne dans la Bande de Gaza, nous pensons nécessaire de vous interpeller aujourd'hui.

Sur les quelque 4300 morts depuis le début de cette Intifada, plus de 3300 sont palestiniens, dont 82% de civils, parmi lesquels 621 enfants. Chaque jour 2 ou 3 Palestiniens tombent sous les armes des forces d'occupation israéliennes, que ce soit l'armée ou des colons.

À ce jour à Gaza plus de 50 Palestiniens ont été tués au cours d'une opération d'envergure énorme et de durée indéterminée, sous le prétexte d'empêcher le tir de roquettes contre des cibles israéliennes par des militants de la résistance palestinienne. Rappelons, malgré le matraquage médiatique reprenant les déclarations de l'armée israélienne comme la vérité sur le terrain, que la réoccupation massive du nord de Gaza a commencé au soir du 28 septembre, 24 heures avant le tir qui a –malheureusement- tué deux enfants israéliens.

L'armée israélienne est présente en permanence dans la Bande de Gaza et cette opération est la douzième d'envergure en 3 mois. À ceci s'ajoutent les exécutions extrajudiciaires dont plus de 420 Palestiniens ont été victimes depuis le début de l'Intifada, parmi lesquels 186 étaient des passants. Sans parler des écolières tuées ou grièvement blessées dans les salles de classe ou des vieillards ensevelis dans leur maisons sous les coups de boudoir des bulldozers israéliens. De même que le sens du «désengagement» unilatéral de Gaza est de se redéployer en Cisjordanie, où le gouvernement de M.Sharon prépare l'arrivée des colons, et de nier toute réalité aux Palestiniens en tant que partenaires possibles, l'objectif inavoué de ces attaques meurtrières est de faire de Gaza un territoire détruit, invivable, ingérable, un vaste camp de concentration, une prison mouvoir à défaut d'avoir pu le réduire à un énorme cimetière.

Avec des dizaines de chars et d'hélicoptères qui massacrent les civils du nord de Gaza, le gouvernement israélien a encore déchaîné la violence criminelle de son occupation sur les centaines de milliers de Palestiniens. A Gaza le

droit humanitaire, les droits humains, le droit international sont quotidiennement foulés au pied par la soldatesque du général Sharon.

Les Palestiniens de Cisjordanie sont eux aussi soumis à des attaques sanglantes des occupants, militaires ou civils armés, dont l'intensification actuelle laisse craindre une offensive d'envergure.

À Jénine, les invasions à répétition, les blocus et les couvre-feux laissent la ville exsangue. Exécutions extrajudiciaires (3 morts le 14 septembre), arrestations massives, attaques d'hôpitaux (Croissant Rouge palestinien et hôpital Al Razi le 27 septembre), assassinats (un homme handicapé abattu le 28), la terreur militaire israélienne s'acharne sur la ville et le camp de réfugiés.

À Naplouse, les attaques de la Vieille Ville alternent avec celles des camps de réfugiés (4 militants abattus dans une maison début septembre, 3 autres tués dans le camp de réfugiés de Balata le 27, des résistants arrêtés dans le camp al Ain, disparus depuis). Les colons surarmés qui écument les routes près de Naplouse assassinent les civils (un chauffeur de taxi abattu près de Zaatara le 27 septembre). Les bouclages et couvre-feux sont innombrables.

Près de Hébron, des Internationaux d'une organisation chrétienne qui accompagnent les enfants palestiniens à l'école pour les protéger des violences des colons ont été battus et blessés, tandis que les maisons et les champs sont rasés et que plus au sud les habitants troglodytes sont menacés d'éviction manu militari.

Destructions de maisons et des infrastructures, dont certaines financées par la France, hectares de terre arasés, milliers d'oliviers arrachés, eau confisquée s'ajoutent à l'empêchement de se déplacer, de travailler, se soigner, étudier, de vivre.

Le Mur d'apartheid et de spoliation qui s'insinue en territoire palestinien est le symbole de cette politique illégale et criminelle. Construit déjà sur environ 200 km dans le nord, il coupe maintenant les quartiers de Jérusalem Est, il sépare Ramallah de ses quartiers périphériques, Bethléem de ses villages. Il morcelle le territoire palestinien. Les manifestations quotidiennes contre le Mur des villageois, accompagnés de militants anticolonialistes israéliens et de militants internationaux, sont réprimées avec la même

violence militaire qui se nourrit d'impunité (à Budrus près de Ramallah, les tirs israéliens contre les manifestants ont fait de nombreux blessés, dont un enfant de 12 ans visé et atteint à la tête le 23 septembre). Cette intimidation ne fait pourtant pas plier les villageois qui défendent leurs terres, leur subsistance, et leur identité. Celle de tous les Palestiniens. Les actions non violentes contre le Mur se poursuivent partout. En 2004 elles culmineront par une semaine d'action internationale en novembre à partir du 9 pour imposer le démantèlement du mur.

La violence politique est aussi imposée aux Palestiniens par le premier ministre Sharon et ses généraux. Les bureaux de recensement mis en place à Jérusalem par les dirigeants palestiniens en vue d'élections municipales en décembre ont été pillés puis fermés. Le président élu des Palestiniens, Yasser Arafat est emprisonné de fait depuis près de 3 ans à Ramallah, à la Muqata'a dont de multiples attaques par les troupes d'occupation n'ont laissé quasiment que des ruines. En outre il a encore été officiellement menacé d'expulsion et de mort par le premier ministre israélien le 15 septembre. Les gouvernants israéliens n'hésitent pas non plus à assassiner en dehors de Palestine : en Syrie, dont ils ont déjà bombardé le territoire, un dirigeant de la résistance a été abattu le 26 septembre. Le risque de régionalisation du conflit est ainsi confirmé alors que Sharon clame (14 septembre) qu'il n'appliquera pas la Feuille de Route dont il est signataire.

La colonisation incessante, la construction du Mur ou les bouclages, la politique d'assassinats des dirigeants qui vise à déstructurer les mouvements de résistance, l'asphyxie économique de la Palestine, l'étranglement de toute la population palestinienne, tout cela a pour but de la faire plier, quitter sa terre et renoncer à ses droits. Il s'agit d'une politique délibérée de nettoyage ethnique.

Dans ce contexte extrêmement dangereux où tout le peuple palestinien est en danger de mort,

l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) affirme qu'il faut arrêter le bras criminel des dirigeants israéliens immédiatement et exige, comme Yasser Arafat et les dirigeants palestiniens aujourd'hui, que la communauté internationale se mobilise.

Monsieur le président, vous vous êtes prononcé pour le droit et son application en Palestine.

La Cour Internationale de Justice de La Haye a dit l'illicéité du mur de séparation que les autorités israéliennes font ériger en Cisjordanie. Elle a par son avis dénoncé l'occupation de la Palestine. L'Assemblée Générale de l'ONU, dont l'Union européenne unanime, a ensuite voté en ce sens.

Pourtant aujourd'hui le gouvernement israélien non seulement n'applique pas le droit mais il vient d'afficher sa détermination à ne pas respecter les engagements internationaux qu'il a signés.

Combien de temps la France laissera-t-elle faire ? La Palestine est en danger de mort. Ne pas agir aujourd'hui c'est être complice de crimes de guerre, c'est nier la primauté du droit sur la force coloniale.

L'AFPS affirme que la France a les moyens de faire imposer le droit, par des sanctions contre Israël comme les Pays non alignés en ont décidé, tant que son gouvernement ne se conformera pas au droit international qui nous régit.

Nous en appelons à vous, Monsieur le Président, pour que vous usiez de votre pouvoir afin de mettre un terme immédiat aux crimes que l'armée israélienne commet à Gaza, pour faire envoyer d'urgence en Palestine une force de protection de la population palestinienne et pour faire appliquer le droit.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, nos sentiments respectueux.

Le président de l'AFPS, Bernard Ravenel

COTISATION AFPS Nord - Pas-de-Calais

- Cotisation normale avec l'abonnement au journal « Pour la Palestine » : 60 €
 - Tarif réduit 19 € avec l'abonnement au journal : 30 € (Pour ressources modestes et parrains)
 - Cotisation "précaire" : 10 € Cotisation de Soutien de 80 € ou plus
- Je soutiens les activités de l'AFPS et lui adresse un don de €

Chèque à l'ordre de l'AFPS à renvoyer au siège de l'AFPS :
Maison de la Nature et de l'Environnement - 23, rue Gosselet - 59000 Lille